

**Objet du marché : Parc d'équipement de reprographie**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Article 1 - Objet du marché3

*Article 1.2 - Décomposition du contrat*3

Article 2 - Pièces constitutives du marché3

Pièces particulières :3

Pièces générales :3

Article 3 - Forme et durée de validité du marché3

*Article 3.1: Forme du marché*3

*Article 3.2: Options et Variantes*4

*Article 3.3 : Durée du marché*4

Article 4 –Modalités d’exécution du marché4

Article 5 – Obligation du titulaire4

Désignation d’un responsable4

Documentation technique4

Formation du personnel4

Communication :5

Information :5

Maintenance :**Erreur ! Signet non défini.**

Article 6 – Obligations de l’administration5

Mise à disposition d’un emplacement destiné à l’installation du système5

Maintenance5

Relevés des compteurs.5

Article 7 - Le prix5

*Article 7.1 : Forme du prix*5

*Article 7.2 : Contenu des prix*5

*Article 7.3 : Variation des prix*6

*Article 7.4 : Avance forfaitaire*6

*Article 7.5 : Modalités de règlement*6

Article 8 - Cession ou nantissement7

Article 9 - Pénalités de retard7

Autres pénalités :8

Article 10 - Service minimal8

Article 11 - Développement durable8

Article 12 - Redressement ou liquidation judiciaire8

Article 13 - Obligation de discrétion- Secret professionnel8

Article 14 - Langues des prestations et des correspondances8

Article 15 - Assurances9

Article 16 - Résiliation du marché-Exécution par défaut9

Article 17 - Différends ou litiges9

Article 18 - Dérogation aux documents généraux9

## **Article 1 - Objet du marché**

Le présent marché est passé en application de la convention constitutive du groupement de commandes entre l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) et l'Institut National des Sciences Appliquées Hauts-de-France (INSA HdF). Le coordinateur de la convention est l'UPHF.

Le présent marché a pour objet la livraison, l'installation, la location et la maintenance de photocopieurs destinés à être installés et utilisés sur l'ensemble des sites du groupement à savoir les sites de Wallers-Arenberg, Valenciennes (le Mont Houy/les Tertiales/Ronzier), Maubeuge et Cambrai.

Le candidat doit aussi proposer la fourniture d'une solution de gestion de parc pour assurer l'optimisation des matériels d'impression des établissements. Ce logiciel sera commun à l'UPHF et l'INSA HdF.

Les matériels installés dans les Services Communs de Documentation et destinés à l'usage des étudiants sont exclus du présent marché.

### ***Article 1.2 - Décomposition du contrat***

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ni en tranches.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

Le marché est un marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum de 500 000 €HT sur la durée du marché.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

Les pièces du marché par ordre de priorité sont les suivantes :

### **Pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
  - Annexe 1 : annexes techniques
  - Annexe 2 : annexes financières
  - Annexe 3 : Annexe DDRS
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) avec les annexes 1 et 2 RGPD
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

### **Pièces générales :**

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021. Le CCAG FCS n'est pas joint au Dossier de Consultation aux Entreprises. Il est téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

Les candidats peuvent produire tout élément susceptible d'apporter une meilleure compréhension à l'offre.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou document quelconque du titulaire contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **Article 3 - Forme et durée de validité du marché**

### ***Article 3.1: Forme du marché***

Les prestations demandées concernent :

- la location et la maintenance de
  - Modèle 1 : 24 photocopieurs monochromes numériques (vitesse d'environ 35 copies par minutes (format A4),
  - Modèle 2 : 68 photocopieurs polychromes numériques (vitesse d'environ 20 copies par minutes minimum (format A4)
- la mise à disposition d'un logiciel de supervision de l'ensemble des systèmes d'impression connectés.

### **Article 3.2: Options et Variantes**

Il n'y a pas d'option ni de variante prévue dans le cadre de ce marché.

### **Article 3.3 : Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de la livraison et l'installation des copieurs. Le marché peut être reconduit une (1) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction. En application de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non renouvellement, le titulaire reçoit un préavis deux (2) mois avant le terme du marché. Les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

### **Article 4 – Modalités d'exécution du marché**

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande sans minimum en termes de quantité. Ils sont émis au fur et à mesure de ses besoins, signés par l'ordonnateur et adressés au titulaire par les agents de l'UPHF.

Chaque bon de commande porte notamment les mentions suivantes :

- l'identification de l'UPHF,
- la désignation et l'adresse précise du service émetteur du bon de commande,
- les biens demandés
- les quantités souhaitées
- .....

Les bons de commande peuvent être modifiés par l'UPHF au cours de l'exécution des prestations. Dans ce cas :

- o le titulaire doit assurer une continuité de service pendant la prise en compte des modifications,
- o l'UPHF adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier son acceptation à la modification.

Les livraisons de fournitures sont constatées par la délivrance d'un récépissé ou d'une signature d'un double bulletin de livraison par le responsable du service à l'origine de la commande, ou son représentant dûment habilité. Le récépissé ou la signature ne vaut pas admission définitive de la livraison.

En cas de modification des clauses contractuelles, il est fait application des articles R 2194-7 à 9 et L 2194-1 du Code de la Commande Publique.

### **Article 5 – Obligation du titulaire**

#### **Réglementation :**

Le titulaire est réputé connaître la réglementation et la législation applicables au présent marché. En cas de modification de la législation ou de la réglementation, le titulaire devra l'appliquer.

#### **Désignation d'un responsable**

Dès la notification du marché, le titulaire communique au service reprographie de l'UPHF les coordonnées du responsable des services d'assistance technique qui interviendront pour le présent marché. Si en cours d'exécution, les coordonnées du référent sont modifiées, le titulaire doit en avertir l'UPHF dès la connaissance des modifications.

#### **Documentation technique**

Le titulaire fournit à la livraison, sans supplément de prix, la documentation technique en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant ainsi que les rectificatifs éventuels aux mêmes conditions.

#### **Formation du personnel**

Le titulaire est tenu à une obligation de formation.

La formation comprend au minimum la formation initiale théorique et pratique et l'assistance au démarrage pour l'exploitation du système et de la connexion pour les utilisateurs des matériels. Elle est dispensée au sein des locaux de l'UPHF sur l'ensemble des sites, par groupe de 5 personnes environ.

Pour les logiciels de supervision, le titulaire doit assurer également une formation d'une quinzaine d'agents de l'Université sur l'utilisation du (des) logiciel(s).

#### **Communication :**

Le titulaire est tenu de communiquer par écrit au responsable des marchés publics tout changement ayant une incidence sur le marché. A défaut, l'UPHF ne peut être tenue pour responsable notamment des retards de paiement des factures du fait de modifications intervenues au sein de la société.

#### **Information :**

Les parties informent les autres dès la connaissance de tout incident dès sa connaissance

#### **Article 6 – Obligations de l'administration**

##### **Mise à disposition d'un emplacement destiné à l'installation du système**

Le local doit être équipé des installations électriques nécessaires au fonctionnement des appareils, dans le respect des règles de sécurité relatives aux installations électriques dans les immeubles recevant du public ainsi que d'une connexion au réseau informatique.

#### **Maintenance**

L'administration s'engage à mettre les équipements à la disposition des techniciens afin qu'ils puissent effectuer les opérations d'entretien et de dépannage pendant les heures ouvrables.

A l'issue du marché, l'administration restitue au titulaire les produits consommables restant en sa possession.

#### **Relevés des compteurs**

Le représentant du service reprographie procède à la transmission du relevé de compteur au titulaire chaque trimestre lorsque cette transmission ne peut être automatisée via le logiciel de supervision de parc ou directement à partir des matériels.

#### **Article 7 - Le prix**

##### ***Article 7.1 : Forme du prix***

Les prix du présent marché se décomposent en trois :

- Un prix forfaitaire de location des matériels de reprographie
- Un prix unitaire d'entretien à la copie sans engagement de volume
- Un prix forfaitaire de location pour le logiciel de supervision.

Les prix sont établis sur la base du tarif du titulaire en vigueur lors du dépôt de l'offre. Le titulaire certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché ne sont pas supérieurs à ceux de son barème en vigueur. Il s'engage à fournir à l'autorité adjudicatrice, sur sa demande, toute justification permettant de contrôler cette conformité.

##### ***Article 7.2 : Contenu des prix***

Le prix comprend :

- La partie locative trimestrielle sous forme d'un loyer pour chaque équipement sur la durée du marché ;
- La partie variable est constituée par l'entretien c'est-à-dire la production de copies réalisée par l'équipement loué, un relevé des compteurs est fait par le service avec ajustement ainsi que la fourniture de tous les consommables nécessaires au fonctionnement de la machine et de toutes les pièces défectueuses qui devront être changées pendant la durée du marché et les frais de déplacement et main-d'œuvre liées aux opérations de maintenance préventive et curative.
- La partie locative trimestrielle pour le logiciel de supervision

Le prix comprend également toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de formation et les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation et à la mise en service du matériel.

Il est réputé comprendre, sans aucune réserve ni exception, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

### **Article 7.3 : Variation des prix**

Le prix forfaitaire de la location du matériel de reprographie est ferme pour la durée du marché.

Le prix pourra être actualisé s'agissant d'un marché de fourniture ou de services courants, au regard de l'article R2112-11 du code de la commande publique : Lorsqu'un marché est conclu à prix ferme en application de l'article R. 2112-10, ses clauses précisent :

1° Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

2° Que l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix forfaitaire unitaire (coût copie) de la maintenance est ferme pendant la première année du marché mais révisable, à chaque date anniversaire du marché. La révision s'effectue selon l'indice INSEE applicable à l'objet de la révision en prenant comme référence (base 100) le dernier indice non provisoire publié au moment de la remise des offres.

Deux mois avant la date anniversaire du marché, les nouveaux coûts pour l'année à venir, doivent être transmis à la Cellule des marchés Publics aux adresses mails suivantes [julie.boulinguez@uphf.fr](mailto:julie.boulinguez@uphf.fr) et [francis.cantenot@uphf.fr](mailto:francis.cantenot@uphf.fr)

L'administration dispose d'un délai de quinze jours, pour accepter ou refuser le changement de tarifs.

Passé ce délai, le silence de l'administration vaut acceptation du nouveau tarif. Celui-ci est annexé au tarif initial et prend effet à la date anniversaire du marché.

Si le titulaire ne transmet pas de proposition de nouveau coût unitaire à la copie dans le délai imparti, le coût unitaire à la copie précédemment appliqué reste en vigueur sur l'année.

Clause de sauvegarde : L'UPHF se réserve le droit de résilier sans indemnité ni préavis le marché si l'augmentation annuelle des prix nets après application de la remise sur les produits est supérieure à 5 % par rapport au prix de l'année précédente.

Il s'engage à faire apparaître le taux moyen d'augmentation ou de diminution des tarifs sur chaque BPU actualisé et à le transmettre aux adresses mails suivantes : [julie.boulinguez@uphf.fr](mailto:julie.boulinguez@uphf.fr) et [francis.cantenot@uphf.fr](mailto:francis.cantenot@uphf.fr)

Le titulaire s'engage à informer l'UPHF des prix ou des offres promotionnelles et lui en faire bénéficier.

Il s'agit des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle, à condition qu'elles conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant des conditions du marché et à une qualité des produits identique.

A l'issue de cette période de promotion, le précédent barème accepté est appliqué de plein droit.

Les sommes dues au titulaire lui sont réglées trimestriellement à terme échu pour la maintenance et trimestriellement à terme à échoir pour la location des matériels de reprographie et la location du logiciel de gestion sur présentation, pour chaque trimestre, de factures.

### **Article 7.4 : Avance forfaitaire**

Une avance forfaitaire est versée dans les conditions des articles L 2191-1 et 2 du Code de la Commande Publique. Le titulaire peut la refuser sur l'acte d'engagement et en cas d'avance préciser le pourcentage.

### **Article 7.5 : Modalités de règlement**

Le règlement correspond à la réalisation des prestations.

La facture est adressée via le portail internet « Chorus Pro ». La solution « Chorus Portail Pro 2017 » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques et est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Conformément à l'article D2192-2 du code de la commande publique et à l'arrêté du 09 décembre 2016 modifié en 2022, la solution mutualisée Chorus Portail Pro 2017 permet à tous les fournisseurs de déposer leurs factures, et pièces jointes, et consulter l'avancement du traitement de celles-ci.

L'article 1<sup>er</sup> du décret du 02/11/2016 liste les mentions obligatoires que doivent comporter les factures électroniques :

- la date d'émission de la facture ;
- le nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro SIRET de l'Université ainsi que le numéro d'engagement correspondant au numéro de bon de commande et commençant par « 45 » ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la date de livraison des fournitures ou exécution des services ;
- le montant unitaire HT des produits ou prestations livrés, le cas échéant leur prix forfaitaire ;
- la dénomination précise, la quantité et le montant total des prestations livrées ou exécutées en HT et TTC en indiquant le taux de tva applicable ;
- les modalités de règlement ;
- les modalités de facturation.

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum en application de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service acheteur dès lors que la facture a été bien présentée, et après admission des prestations comme dit ci-dessus. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de retard de paiement, le montant des sommes dues est majoré d'intérêts moratoires dont le taux d'intérêts est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du trimestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, en application de l'article R2192-31 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due pour tout retard de paiement en sus des intérêts moratoires est fixé à quarante (40) euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande au pouvoir adjudicateur et y joindre les justificatifs nécessaires.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible. Le mode de règlement est le virement.

### **Article 8 - Cession ou nantissement**

Les bons de commande peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées à l'article L 2191-8 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements visés par ces articles est l'agent comptable de l'UPHF.

### **Article 9 - Pénalités de retard**

En cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans l'exécution du marché, il sera appliqué une pénalité de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'UPHF se réserve la possibilité de mettre en place des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable. Les pénalités de retard sont calculées selon la formule suivante :

$P = V \times R / 100$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

R = le nombre de jours calendaires de retard

**Autres pénalités :**

Pour tous les autres manquements aux obligations contractuelles, il est fait application, sans mise en demeure, d'une pénalité égale à cent (100) euros par manquement et par jour calendaire de retard dans la résolution du manquement.

Il peut être fait application de l'article 16.1.5 du CCAG FCS.

**Article 10 - Service minimal**

En cas de grève et d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations définies par le pouvoir adjudicateur comme étant indispensables au bon fonctionnement de son établissement.

**Article 11 - Développement durable**

Le titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir. Le candidat peut lors du dépôt de son offre remettre toute preuve du respect quant au développement durable.

**Article 12 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Il est fait application de l'article 39.2 du CCAG FCS.

**Article 13 - Obligation de discrétion- Secret professionnel**

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements documents ou objets quelconques ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiquées à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion et de secret professionnel s'appliquent pendant et après l'exécution du marché.

**Article 14 - Langues des prestations et des correspondances**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Les prestations vocales et écrites (messages,...) sont assurées en français.

En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières sont recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Article 15 – Protection des données personnelles**

Si le marché implique le traitement de données à caractère personnel par le titulaire, le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens du RGPD et sera amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de l'autorité adjudicatrice.

En conséquence, il est convenu entre les parties qu'une annexe Protection des données personnelles et description du traitement fera partie intégrante du marché.



## **Article 16 - Assurances**

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du présent marché, avant toute remise en concurrence et tous les six (6) mois après le début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1253 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Dans le cadre de la mission générale, le titulaire est civilement et pécuniairement responsable des dommages qui surviendraient par le fait ou la faute de son personnel.

Il doit justifier d'une police d'assurance couvrant ces risques.

## **Article 17 - Résiliation du marché-Exécution par défaut**

Les stipulations des articles 38 à 45 du C.C.A.G.-FCS, relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Outre les clauses de résiliation prévues aux articles 38 à 45 inclus du C.C.A.G - FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles ou omission délibérée de la part du contractant de ce marché et en cas de dépassement du pourcentage d'augmentation du prix autorisé.

Le pouvoir adjudicateur aura au préalable invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires à partir de la date de réception de la lettre recommandée adressée par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

La résiliation ne pourra être prononcée si les situations mentionnées ci-dessus résultent d'un cas de force majeure, ou du fait du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés des dispositions du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le marché sera résilié après une mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## **Article 18 - Différends ou litiges**

Les stipulations de l'article 45 du C.C.A.G – FCS sont seules applicables.

En cas de différends ou de litiges et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Lille.

## **Article 19 - Dérogation aux documents généraux**

Article 9 du présent CCAP : article 14.1.1 du CCAG FCS